

"Depuis bientôt 70 ans, Israël inflige interminablement au peuple Palestinien une occupation et une colonisation d'une rare violence, marqué par des déplacements forcés, la dépossession, la destruction des maisons et le nettoyage ethnique systématique de la Palestine.

Nous attirons votre attention sur la nécessité d'un embargo militaire total contre l'état d'Israël, similaire à celui imposé à l'Afrique du Sud par le passé.

En 1977, le conseil de sécurité des Nations Unies a voté un embargo sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud, qui menait alors des interventions militaires en Angola. L'effet de cette mesure a encouragé plusieurs états, en 1984, à décréter un embargo économique et financier contre le pays pour mettre un terme à la répression et à la politique d'apartheid du gouvernement Sud-Africain dans le pays.

En 2017, Israël continue impunément à employer la force armée pour maintenir un régime illégal d'occupation et d'apartheid en Palestine. Exportations d'armes, d'équipement et de technologie militaires sont autant de moyens qui participent à la diffusion de son idéologie sécuritaire et d'oppression sur l'ensemble de la planète. L'état d'Israël est secrètement doté d'armes atomiques et cependant, il refuse catégoriquement que ses installations nucléaires militaires soient contrôlées par l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Ceci constitue un véritable danger mondial qui nécessite la dénucléarisation de toute la région.

Elias Sambar, historien poète et essayiste palestinien, ambassadeur de Palestine auprès de l'Unesco, a résumé ainsi l'enjeu de cette situation :

"Maintenant que les colons sont parvenus à rendre la paix quasi impossible, quel miracle soustraira les deux peuples au sort funeste qui les attend, car pour reprendre le titre du beau livre de Rachel Mizrahi, "si l'un meurt, l'autre aussi". "

Nous, militants de la campagne Boycott, Désinvestissements et Sanctions de l'état d'Israël, en vertu du droit international, exigeons :

- le droit au retour pour tous les réfugiés,
- la fin de la colonisation, de l'occupation, du blocus de Gaza et le démantèlement du Mur ;
- la fin de l'apartheid pour les Palestiniens de 48, appelés Arabes
- La libération de tous les enfants palestiniens emprisonnés
- la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens en Israël

Nous exigeons aussi la libération immédiate de notre compatriote Salah Hamouri, avocat franco-palestinien, incarcéré par Israël, sans aucune charge contre lui, dans une prison du Néguev. Sa compagne française, Elsa Lefort, est intervenue tout récemment à la Fête de l'Huma pour rappeler la situation arbitraire dans laquelle se trouve Salah. Pour le moment, silence radio de l'Etat français. Le président Macron, censé défendre les ressortissants français, a réussi tout récemment à faire libérer des prisons turques un journaliste français...Souhaitons qu'il agisse rapidement pour la libération de Salah !

La Palestine vivra, la Palestine vaincra !"